Palmarès des Grandes Écoles

Économie

Impôts : la France reste en tête, mais l'écart se réduit avec ses voisins européens

Entre 2016 et 2023, l'Hexagone a réduit son taux de prélèvements obligatoires, se rapprochant de plus en plus des moyennes européennes.

Par Thomas Graindorge

Publié le 19/03/2025 à 13h02

La France reste presque 5 points au-dessus de la moyenne européenne. © ROMAIN DOUCELIN/SIPA

Temps de lecture : 2 min

[Ajouter à mes favoris](#)[Google News](#)[Commenter](#)[Partager](#)

La France va-t-elle finir par s'aligner sur ses voisins européens ? Selon une note du site spécialisé Fipeco, dévoilée par *Les Échos*, la France tend à réduire son taux de prélèvements obligatoires. En 2023, il s'est établi à 43,8 % du PIB, soit deux points environ en dessous de son niveau de 2016. Elle reste cependant encore loin de ses voisins, puisque le taux moyen de prélèvements obligatoires est passé de 39,8 à 39 % du PIB.

« La France reste presque 5 points au-dessus de la moyenne européenne, notamment au-dessus de l'Allemagne », pointe François Ecalle, le fondateur de Fipeco, qui avait livré au *Point* ses recommandations pour éviter le mur de la dette. La France reste ainsi le pays le plus imposé des membres de l'Union européenne, devant le Danemark (43,4 % du PIB) et l'Autriche (43,1 %). L'Irlande impose exactement deux fois moins que l'Hexagone (21,9 %).

À lire aussi : **P. Dépenses publiques : Bayrou face au grand tabou du modèle social français**

Quant à la répartition de ces prélèvements, la France, là aussi, a évolué. Sur le travail, ils représentent aujourd'hui 22,7 %, contre 24 % en 2016, « en raison notamment de la substitution de la CSG à des cotisations salariales et, surtout, du remplacement du CICE par un allègement de cotisations patronales », explique la note. À rebours de l'Allemagne, en légère augmentation à ce sujet, mais dans les pas de l'UE, qui est, elle, en moyenne en légère baisse. La part des prélèvements du capital est restée stable, en proportion du PIB (10,4 %).

Une réduction qui se poursuivra en 2024

À découvrir : 🦘 [Le Kangourou du jour](#)

[Répondre](#)

Quant aux prélèvements sur la consommation, ils ont légèrement baissé, en France comme dans l'Union européenne. « Le niveau français de la TVA n'est pas particulièrement élevé par rapport à ce qui se pratique ailleurs en Europe. En revanche, les taxes spécifiques sur les carburants, l'alcool, le tabac ou les assurances, par exemple, sont plus fortes », explique François Ecalle.

À lire aussi : **P.** [Étienne Gernelle](#) : « **En attendant le tournant de la rigueur** »

Il est fort probable que la réduction de l'écart entre les taux de prélèvements français et la moyenne européenne se poursuivra en 2024. « La contrepartie de ce rapprochement est que les déficits se sont creusés, car les dépenses françaises sont, elles aussi, bien plus élevées que la moyenne européenne », remarque François Ecalle. Cependant, ces chiffres devraient de nouveau diverger en 2025.